



UNESCO Office
Dakar

RAPPORT FINAL

RÉUNION RÉGIONALE D'EXPERTS SUR LE SUIVI DE CONFITEA VI EN AFRIQUE : ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES JEUNES ET DES ADULTES À L'ÉDUCATION ET L'APPRENTISSAGE

**Praia, Cap-Vert
5-8 novembre 2012**

Publié en 2013 par
l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au
long de la vie
Feldbrunnenstr. 58
20148 Hambourg
Allemagne

© Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au
long de la vie, 2013

L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage
tout au long de la vie est un centre
international de l'UNESCO à but non
lucratif et axé sur les politiques. Il voue
l'essentiel de ses activités à la recherche, la
formation, l'information, la documentation
et la publication. Comptant parmi les
sept centres de l'UNESCO spécialisés
dans l'éducation, l'UIL a pour vocation de
promouvoir les politiques et pratiques
d'apprentissage tout au long de la vie,
concentrant son action sur l'éducation
des adultes et la formation continue, en
particulier l'alphabétisation et l'éducation
non formelle ainsi que les possibilités d'un
apprentissage alternatif pour les groupes
marginalisés et défavorisés.

Les appellations employées dans cette
publication et la présentation des données qui
y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO
aucune prise de position quant au statut
juridique des pays, territoires, villes ou zones,
ou de leurs autorités, ni quant au tracé de
leurs frontières ou limites.

Edité par Angela Owusu-Boampong

Graphisme : Jan Kairies

Contexte

Lors de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), qui s'est tenue en décembre 2009 à Belém, au Brésil, 144 États membres de l'UNESCO, dont 40 pays d'Afrique, ont adopté le *Cadre d'action de Belém*, le document de politique internationale le plus récent dont l'objectif est de renforcer l'éducation des adultes. L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), en collaboration avec l'Institut de statistiques de l'UNESCO et les bureaux de l'UNESCO dans les différentes régions du monde, coordonne au niveau mondial le suivi du *Cadre d'action de Belém*. Cela inclut la préparation du Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE) et l'organisation conjointe des activités et des réunions régionales de suivi.

En Afrique, plusieurs initiatives en faveur des objectifs du *Cadre d'action de Belém* ont été lancées aux niveaux régional et sous-régional. Parmi ces initiatives, citons la Triennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), en février 2012, qui milite pour le droit des jeunes et des adultes à recevoir les compétences de base, et le Forum africain sur l'alphabétisation et les compétences de base pour les jeunes vulnérables, organisé en septembre 2011 en partenariat avec l'Agence canadienne

de développement international (CIDA) et le bureau de l'UNESCO à Bamako.

Afin d'évaluer la façon dont les pays mettent en œuvre le *Cadre d'action de Belém*, le Gouvernement du Cap-Vert, par l'intermédiaire de son ministère de l'Éducation, et l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), en collaboration avec le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA), ont organisé *ensemble la réunion régionale d'experts sur le suivi de CONFINTEA VI en Afrique*. Cette réunion, qui s'est tenue du 5 au 8 novembre 2012 à Praia, a rassemblé quelque cinquante experts dont des directeurs de l'éducation des adultes et des responsables de politiques en faveur de la jeunesse, des praticiens et des délégués d'associations régionales, d'agences, d'organisations de jeunesse et bilatérales.

Les principaux objectifs de la *réunion régionale d'experts* étaient les suivants : (a) partager et tirer les enseignements des réalisations et des exemples concluants de politiques et de pratiques d'éducation des adultes mises en œuvre dans la région, et (b) élaborer et adopter des lignes d'action efficaces pour la région qui faciliteront l'application du *Cadre d'action de Belém*, augmentant ainsi la participation des jeunes et des adultes à une éducation et un apprentissage de qualité en Afrique.

Méthodes

Pour atteindre les objectifs de la réunion, plusieurs méthodes ont été utilisées : (1) des présentations de bonnes pratiques autour de tables rondes, (2) des groupes de travail parallèles pour approfondir les

questions soulevées pendant les présentations, et (3) des séances plénières pour parvenir à un consensus sur les lignes d'action pour la région. Chacune des cinq tables rondes était axée sur un thème,

à savoir les politiques, la gouvernance, l'équité et la participation, la qualité et la jeunesse, respectivement. Le thème de la jeunesse revenait d'ailleurs dans la plupart des présentations. Deux exemples de politiques et de pratiques concluantes et innovantes, présentés par une diversité d'acteurs, par thème ont été donnés puis brièvement commentés par un intervenant issu, le plus souvent, de la société civile. Les présentations ont été sélectionnées selon une évaluation de ce qui fonctionne en termes d'efficacité, d'efficacités, pertinence, etc. dans l'apprentissage et l'éducation des jeunes et des adultes dans les différents pays de la région.

Les tables rondes étaient suivies de groupes de travail parallèles au cours desquels les participants revenaient sur les présentations et discutaient de la nécessité de renforcer les capacités, d'une part, et des activités ciblées de suivi et des lignes d'action requises, d'autre part. Les conclusions des groupes de travail étaient ensuite présentées en séance plénière puis tous les participants étaient invités à synthétiser et à s'accorder sur les éléments essentiels au cours d'une réflexion collective. Cette démarche a permis de créer un environnement d'apprentissage propice à l'interaction et au travail en groupe, ce qui a abouti à la définition d'un ensemble de lignes d'action spécifiques pour la région.

Les temps forts de la réunion régionale d'experts



La réunion a été ouverte par Mme *Fernanda Maria de Brito L. Marques*, la ministre cap-verdienne de l'éducation et des sports, qui a souhaité la bienvenue aux participants et a également évoqué l'engagement du gouvernement en faveur d'une éducation holistique, qui inclut l'éducation des jeunes et des adultes. Un

film visant à exposer plus en détail les bonnes pratiques mises en œuvre au Cap-Vert a été diffusé.

Un discours d'ouverture, décrivant la vision holistique de l'éducation de l'ADEA et réaffirmant les résultats de sa Triennale, a donné le ton de la réunion. L'orateur,

Mamadou Ndoye, ancien ministre de l'éducation du Sénégal et ancien Secrétaire général de l'ADEA, a mis l'accent sur la tâche, double, qu'il convient de mener à bien dans la région : accélérer son développement, sans pour autant détruire ses ressources, et, par conséquent, en assurer la pérennité. Dans sa présentation, il a souligné le regain d'intérêt pour l'éducation que suscite ce défi : l'éducation doit subir une transformation culturelle. Cela signifie créer un système ouvert (à l'éducation formelle et non formelle) qui réponde à des besoins diversifiés et soit en mesure de promouvoir le développement des compétences bien au-delà de l'enseignement formel. Les principaux thèmes abordés lors des tables rondes étaient les suivants :

Table ronde 1 : concevoir des politiques

Les résultats d'une étude commandée par l'Open Society Initiative for Southern Africa (initiative pour une société ouverte en Afrique australe, OSISA) et d'une étude de cas du **Cap-Vert** ont mis l'accent sur la nécessité de concevoir et de promouvoir une vision globale de l'éducation qui s'inscrive dans une perspective plus large d'apprentissage tout au long de la vie. Contrairement à certains systèmes existants rigides, une vision globale serait souple, ouverte et sensible aux différents besoins en matière d'apprentissage, indépendamment du lieu et de l'âge des apprenants. Les participants à cette table ronde ont insisté sur l'importance d'évoluer dans un contexte politique favorable où les ressources financières appropriées sont octroyées.

L'expérience positive du Cap-Vert présentée pendant la table ronde (à l'aide d'un film du GTENF de l'ADEA) est principalement due à une approche politique intégrée qui crée un lien entre l'éducation, la formation et l'emploi (le « triangle

magique ») et l'engagement actif de trois ministères (Éducation et sports, Jeunesse, emploi et ressources humaines, et Enseignement supérieur et innovation). Le Cap-Vert réunit donc toutes les conditions nécessaires, « à savoir des institutions et une gouvernance efficaces, la transparence, le développement solidaire et la répartition équitable des fruits de la croissance pour garantir des résultats qui motivent la confiance des habitants et les incitent à soutenir les nouvelles initiatives ». Ses ressources naturelles étant limitées, le pays a misé sur ses ressources humaines dont il a fait sa ressource principale.

Exposée dans la présentation de **l'Afrique du Sud**, la Campagne d'alphabétisation Kha Ri Gude vise à autonomiser les individus et en conséquence à améliorer le socle de compétences dont dispose le pays. À travers cette campagne, les individus apprennent à lire et écrire dans leur langue maternelle, à utiliser l'anglais parlé, à développer une conception numérique de base et à appliquer des opérations arithmétiques à des contextes quotidiens, atteignant un niveau équivalent à celui du niveau 3 du système scolaire. Cette campagne cible en particulier les jeunes, les personnes âgées, les populations souffrant d'un handicap physique et les femmes. 79 % des apprenants sont des femmes. Assurance qualité et pilotage continu se concrétisent par des portfolios d'évaluation des compétences de l'apprenant (LAP) ainsi que l'évaluation des performances des coordinateurs, superviseurs et bénévoles.

Les résultats de **l'étude OSISA** de l'Afrique du Sud, présentés pendant la table ronde, ont réaffirmé avec force le besoin urgent de concevoir des politiques relatives aux jeunes. Les principaux défis à relever, identifiés dans l'étude, sont les suivants : 1) mettre efficacement en œuvre les politiques éducatives déjà existantes ; 2) assurer la bonne coordination des mécanismes ; et 3) reconnaître l'éducation

des adultes comme un secteur à part entière.

Table ronde 2 : garantir une bonne gouvernance

Les exemples des ministères de l'éducation **éthiopien** et **zambien** ont montré que la bonne gouvernance reste un problème majeur difficile à résoudre. Dans l'idéal, la bonne gouvernance devrait inclure une coopération interministérielle et multisectorielle efficace, une programmation participative basée sur les performances, une gestion financière transparente et responsable et une attention particulière, d'une part aux besoins des composantes les plus vulnérables de la société, et d'autre part aux besoins, actuels et à venir, de la société dans son ensemble.

Dans l'idéal, la bonne gouvernance devrait également élargir la participation publique afin de garantir que les priorités en matière d'éducation sont étayées par un consensus économique et social. Elle pourrait aussi faciliter l'accès aux informations relatives au budget, à la mise en œuvre et à l'évaluation de façon transparente. Cela susciterait un sentiment d'appropriation qui se traduirait, à terme, par une prestation de services de meilleure qualité.

L'Éthiopie a fait remarquer que le Conseil d'éducation des adultes compte, aux niveaux fédéral et régional, des parties prenantes appropriées mais que le ministère de l'Éducation n'a aucune autorité directe sur les bureaux régionaux pour l'éducation. La **Zambie** a présenté son système de gouvernance de type privé mettant en œuvre un mécanisme de "comité de gestion" qui permet aux communautés de participer aux affaires de l'État grâce à la décentralisation des dispositifs d'organisation (« comité de gestion »). Il est urgent de renforcer les capacités afin de veiller

à la bonne exécution des mécanismes aux niveaux décentralisés, d'une part, et de s'assurer que les parties prenantes se réunissent régulièrement et en temps opportun, d'autre part.

Table ronde 3 : améliorer l'équité et accroître la participation

Les bas niveaux d'alphabétisation et de réussite scolaire, associés à la faible participation en matière d'éducation des adultes et des jeunes, représentent l'un des défis majeurs dans la région et notamment vis-à-vis des populations marginalisées qui sont également les plus vulnérables de la société. Ces populations doivent être spécifiquement ciblées afin d'augmenter efficacement leur participation et de corriger les inégalités. Recenser et identifier les groupes marginalisés, déterminer leurs besoins en matière d'apprentissage, élaborer des programmes appropriés et soutenir leur participation constituent des stratégies interdépendantes qui doivent faire l'objet de discussions plus approfondies auxquelles les apprenants eux-mêmes doivent prendre une part active. Il est indispensable de disposer de données qui permettent d'assurer un suivi et une évaluation adaptés. Le concept d'équité ne signifie pas que l'on doive donner la même chose à tout le monde mais bien qu'il faut créer des opportunités d'apprentissage sur mesure, adaptées à la situation de l'apprenant.

Pour augmenter la participation, la **Tanzanie** s'est dotée d'un modèle d'apprentissage ouvert et à distance qui tient compte de l'utilisation sans cesse croissante de la technologie. Le **Burkina Faso** a donné comme exemple l'approche « Tylay » de l'organisation Corade, mise en œuvre dans les zones rurales. Elle vise à développer le potentiel de chacun en fonction du rôle occupé au sein de la communauté, à travers un bilan de compétences et le dé-

veloppement d'un projet de vie. Parmi les résultats, citons l'amélioration des relations entre les hommes et les femmes, et l'augmentation de la participation des femmes aux programmes d'éducation.

Table ronde 4 : assurer la qualité

Les critères de qualité en matière d'éducation des adultes et des jeunes incluent la pertinence du programme, le choix des supports d'apprentissage, la formation des acteurs tout au long de la chaîne éducative (animateurs, superviseurs, inspecteurs, etc.), le type de programme de formation, la méthode d'enseignement/apprentissage et l'évaluation des résultats de l'apprentissage (reconnaissance, validation et accréditation des résultats). Les conditions de travail et le profil des éducateurs/animateurs constituent un autre facteur majeur qui n'est pas toujours pris en compte.

Pour y faire face, la **Namibie** a expliqué les normes nationales qui ont été fixées afin de définir les compétences requises pour les éducateurs adultes, telles que la capacité à :

- prendre en charge, guider et assurer ou faciliter l'apprentissage des adultes ;
- créer et entretenir un environnement propice à l'apprentissage des adultes et tout au long de la vie ;
- évaluer les résultats de l'apprentissage des adultes et les utiliser pour s'améliorer ; et
- entretenir son développement personnel et professionnel.

Le passage d'une approche axée sur la conception de programmes fondés sur l'offre à des programmes fondés sur la demande met l'apprenant au cœur de l'intervention et lui permet d'acquérir

des compétences utiles et pertinentes dans son contexte personnel. Lors de la réunion, la **Fondation internationale des jeunes** a fait savoir qu'elle avait touché plus de 6 000 jeunes à travers l'Afrique grâce à cette approche, en visant des jeunes vulnérables (âgés de 12 à 21 ans) scolarisés mais qui présentaient un risque d'abandon, d'une part, et également les jeunes déscolarisés, sans emploi ou travaillant dans des environnements dangereux, d'autre part. Cette approche fondée sur la demande a généré un sentiment d'accomplissement et de confiance en soi parmi les jeunes qui leur permet de poursuivre leur apprentissage ou leur travail. Pour soutenir efficacement cette approche, il conviendrait de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation aux niveaux national et infra-national, assortis de systèmes de gestion des données.

Table ronde 5 : gros plan sur la jeunesse

Le processus consistant à s'occuper en priorité des jeunes vulnérables et à leur donner les compétences adéquates en lecture et en écriture mais aussi d'autres compétences de base nécessaires dans la vie courante et des compétences (pré-) professionnels s'avère complexe. En effet, il nécessite la participation active et continue de toutes les principales parties prenantes. Lors du forum des politiques qui s'est tenu à Bamako, au Mali, en septembre 2011, des plans d'action nationaux ont été conçus afin d'aider les jeunes hommes et femmes les plus vulnérables dans sept pays d'Afrique de l'Ouest.

Suite à ce forum des politiques, le directeur d'alphabétisation du **Sénégal** a indiqué qu'il avait validé son plan d'action auprès de son ministère d'Éducation, mis en place des activités de sensibilisation et organisé des réunions de consultation au sein de son ministère des Finances en vue

de générer des fonds appropriés durables permettant de mettre le plan d'action en œuvre.

Un **jeune représentant provenant du Mali** de l'Association Karamba Touré a expliqué comment il a réussi à s'autonomiser en devenant membre d'un organisme non gouvernemental pour les jeunes où il a bénéficié de cours d'alphabétisation et a acquis les compétences nécessaires dans la vie courante. Ce programme combine ces compétences de base avec des formations professionnelles dans certains domaines touristiques (randonnées, escalade, etc.) et s'efforce d'offrir également des opportunités de travail. Au cours de sa présentation, ce jeune représentant a insisté sur le fait que les gouvernements doivent fournir un « espace aux jeunes où ils peuvent

aborder régulièrement les sujets les affectant » et « prendre en compte leurs besoins ». Son expérience prouve que les jeunes doivent être impliqués dans le développement des programmes et que ces derniers doivent être polyvalents ou encore ne doivent pas être uniquement axés sur les connaissances instrumentales de lecture/écriture. Ils doivent faire partie intégrante d'une éducation de base dans le cadre de laquelle sont dispensées des formations professionnelles et sur des compétences spécifiques. En outre, il est devenu évident que l'identification des jeunes les plus vulnérables et, par conséquent, de ceux ayant le plus besoin d'une attention systématique constitue le défi le plus urgent à relever. Plusieurs facteurs de « vulnérabilité » interagissent de sorte qu'ils peuvent accroître les privilèges ou renforcer la marginalisation.

Résultats obtenus suite à la réunion régionale d'experts

Dans l'ensemble, la réunion a **permis d'atteindre les objectifs suivants** :

- Les progrès réalisés et les obstacles rencontrés dans le cadre de l'éducation des adultes et des jeunes en Afrique ont été évalués. Les défis liés à la conception d'approches politiques holistiques, inclusives et stratégiques de l'apprentissage tout au long de la vie ont été abordés et spécifiés.
- Les facteurs propices à une pratique et une politique réussies d'apprentissage des adultes et des jeunes ont été identifiés.
- La coopération entre les parties prenantes nationales et multinationales, gouvernementales et non gouvernementales en Afrique a été renforcée

et de nouveaux partenariats ont été établis.

- Une sensibilisation et une dynamique ont été générées ou renforcées pour l'éducation et l'alphabétisation des adultes et des jeunes dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie.
- Des lignes d'action spécifiques ont été réparties et récapitulées dans un tableau afin d'encourager le développement de l'éducation des adultes et des jeunes dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, d'optimiser la participation mais aussi d'améliorer la qualité de l'apprentissage des adultes et des jeunes.

En résumé, **trois grands messages** ressortent de la réunion :

1. Il est nécessaire et urgent de faire une distinction claire entre la simple déclaration de volonté politique et sa manifestation concrète. La véritable volonté politique se manifeste par des actions **mais aussi des mécanismes de mise en œuvre et de financement**.
2. Suite à une analyse en profondeur des progrès réalisés et des obstacles rencontrés, l'intérêt n'est plus de définir l'objectif mais les moyens à mettre en œuvre. Pour ce faire, il est essentiel de se reposer sur des **stratégies et des recommandations opérationnelles**.
3. Pour réaliser des progrès, deux approches stratégiques fondamentales doivent être mises en place. D'une part, il faut **mobiliser des ressources matérielles et financières** mais aussi l'ensemble des parties prenantes et des partenaires. D'autre part, il est essentiel de sortir du cadre de l'éducation et de garantir les synergies en favorisant l'aspect **intersectoriel**.

Les principaux besoins en renforcement des capacités des responsables politiques

identifiés lors de la réunion consistent à développer des systèmes d'éducation s'inscrivant dans une vision d'apprentissage tout au long de la vie, notamment en ce qui concerne une allocation judicieuse des ressources la distribution de fonds, mais aussi à garantir une bonne gouvernance orientée vers les aspects intrasectoriel et intersectoriel et vers l'engagement des parties prenantes externes.

À la lumière de ces idées et des discussions menées en petits groupes après chaque table ronde, lors du dernier jour de la réunion, les participants ont établi d'un commun accord un tableau récapitulatif des lignes d'action pour la région dans d'importants domaines spécifiques, à savoir (1) la politique, (2) la gouvernance mais aussi (3) la participation, l'équité et la qualité (voir l'annexe).

Lors des discussions sur les lignes d'action et du processus d'entente, il a été souligné que toutes les lignes conseillées ne peuvent pas être réalisées à court terme. Tout en gardant à l'esprit les éléments importants, il est essentiel de se concentrer sur les points réalisables, efficaces et essentiels.

Suivi de la réunion régionale d'experts

Tout d'abord, l'ensemble des participants conviennent que, suite à la réunion, de **solides mesures concrètes doivent être mises en place afin d'appliquer les lignes d'action convenues dans les pays concernés**.

Le processus de suivi consiste dans un premier temps à (a) finaliser le tableau récapitulatif des lignes d'action avec les participants à la réunion régionale afin d'obtenir un accord final et un consensus. Dans le cadre de ce processus, les responsabilités, les échéances et les

engagements doivent être précisés pour tous les participants. Ainsi consolidé, le tableau fera par la suite office de plan d'action régional composé de stratégies collectives régionales et nationales permettant de développer des politiques et des programmes concrets d'apprentissage et d'éducation des adultes et des jeunes.

Grâce aux commentaires des participants à la réunion régionale, le tableau (b) sera communiqué à l'ensemble des pays concernés mais aussi aux autres parties

prenantes régionales et nationales de la région à des fins de sensibilisation.

L'UNESCO (l'UIL et les bureaux régionaux en Afrique) soutiendra la mise en œuvre des lignes d'action en donnant des conseils et en fournissant une assistance technique aux pays, sur simple demande. En outre, avec l'aide d'autres agences, l'UNESCO concrétisera de manière proactive les principales lignes d'action (2 et 3) indiquées dans le tableau et qui ont été élaborées pendant la Conférence.